

Le point de vue des cantons 3/2022 : En ligne de mire

---

## 2<sup>e</sup> Dialogue politique Chambres fédérales-cantons consacré à la désaffectation politique

Le monde politique doit trouver les moyens de renforcer la participation citoyenne.

**La démocratie directe et le fédéralisme vont de pair en Suisse. Faut-il dès lors s'inquiéter de voir une partie importante et croissante de la population boudier les urnes et les mandats politiques ? Au final, il y va de la légitimité des institutions et des autorités, surtout cantonales. La deuxième édition du Dialogue politique Chambres fédérales-cantons, qui s'est tenue le 15 septembre, était consacrée à ce défi. Plusieurs expériences ont été partagées lors de cette rencontre et de nombreuses solutions ont été esquissées. Au monde politique de recourir aux instruments les plus adéquats.**

La Suisse vit un paradoxe démocratique. Elle est fière de ses instruments de démocratie directe, qui permettent aux citoyennes et citoyens de s'impliquer régulièrement dans la conduite des affaires à tous les échelons de l'État. Parallèlement, la participation aux différents scrutins plafonne et ne dépasse que rarement les 50 %. Pis, certaines élections à l'exécutif d'un canton ou d'une commune attirent moins d'un électeur sur trois.

Si la situation diffère quelque peu d'une région à l'autre, une tendance semble se profiler, la « glocalisation » : le peuple boudierait les cantons au profit des enjeux locaux (commune, quartier) et globaux (national et international). De quoi remettre en cause la bonne marche du fédéralisme. Autre inquiétude, une désaffectation potentiellement croissante de plusieurs groupes : les jeunes, les classes sociales défavorisées et les personnes coupées de l'information.

Le patient est-il malade, voire à l'agonie ? Les avis divergent, mais tout le monde s'accorde à dire qu'il faut en prendre soin. Il y va de la légitimité de la politique, des institutions et des autorités. La démocratie vit de la confiance que les citoyennes et citoyens placent en elle, qui plus est lorsque la société traverse une crise. Selon les travaux menés par l'institut gfs.bern, la « fatigue démocratique » s'expliquerait davantage par une certaine déception face à la politique menée par les autorités que par une défiance envers le système. Les cantons pâtiraient quant à eux particulièrement de la centralisation de l'offre médiatique : le manque d'informations entamerait leur crédit auprès des électrices et électeurs.

### **Renforcer la crédibilité**

La nécessité pour la politique d'être crédible aux yeux de tous a été soulignée lors de la discussion. Il s'agit de convaincre de l'importance concrète des votations et des élections. Les besoins de chaque catégorie de la population doivent être entendus. La transparence est de mise. Annoncer qu'une mesure est limitée dans le temps alors que ce ne sera pas le cas ne fera que renforcer l'opinion selon laquelle « ils font de toute façon ce qu'ils veulent ». Les débats contradictoires et les controverses ne doivent pas être écartés ; la population n'apprécie guère de s'entendre dire qu'un problème n'existe pas.

L'instruction civique est incontournable. Pour pratiquer la démocratie, il faut d'abord apprendre comment elle fonctionne. Les cantons sont en première ligne pour développer un enseignement motivant. Il est nécessaire d'aller très tôt chercher le futur électeur ou la future électrice. Et il ne suffit pas de renforcer la participation « passive ». Les communes, parmi d'autres institutions, manquent de personnel prêt à s'engager. Pour disposer d'assez de citoyennes et citoyens « actifs » alors que les ressources stagnent et que les besoins augmentent, le canton du Tessin mise sur le projet « Buon governo », déjà lancé à Faido et Tresa. Et il semble déjà porter ses fruits : beaucoup de gens ont reconnu l'utilité de prendre part à la mise en œuvre d'un plan de développement, d'un portefeuille de politiques et d'un rapport annuel intégré.

### **Privilégier le contact direct**

Plusieurs autres expériences en lien avec la participation citoyenne ont été présentées lors du Dialogue politique. La Radio Télévision Suisse a ainsi lancé l'opération « Moudon : Objectif 50 » lors des élections fédérales de 2019. Quatre ans plus tôt, la participation dans la cité broyarde n'avait atteint que 36 %. Deux journalistes ont passé six semaines sur place pour aider le taux à grimper jusqu'à 50 %, un but presque atteint : le 20 octobre 2019, 45,6 % des votantes et votants ont glissé un bulletin dans l'urne. Plusieurs actions ont été menées pour parvenir à ce résultat : apéro démocratique avec des personnalités politiques, *speed dating* politique, débat-fondue, soirée *easyvoting*, compte Facebook, porte à porte.

Leçons à tirer : ne pas hésiter à aller à la rencontre des gens, à serrer des mains. La population de Moudon a aimé le contact direct ; la politique doit être désacralisée. Un regret ? La mobilisation des jeunes n'a pas été aussi forte qu'espérée. Plusieurs pistes pour les convaincre ont été évoquées lors de la rencontre du 15 septembre. Les nouveaux médias font partie de la solution. Communiquer moins, mais mieux, en optant pour le bon canal et le bon groupe cible. En suivant cette maxime, un jeune candidat à la mairie a réussi à créer la surprise à Stuttgart et à faire augmenter fortement la participation des moins de 30 ans.

### **Trouver les instruments adéquats**

Il faut également réfléchir à rendre le système plus flexible. La carrière politique classique, et les obligations liées aux mandats, ne répondent pas forcément aux aspirations et aux disponibilités des plus jeunes. Le droit de vote dès 16 ans, uniquement pratiqué dans le canton de Glaris, est en discussion au niveau national. Pour ses partisans, il faut surtout l'apprécier du point de vue qualitatif : on aide à former une nouvelle génération de citoyennes et citoyens. Le fédéralisme pourra ici jouer sa fonction de laboratoire. Quel est le meilleur moyen de renforcer la participation : le droit de vote à 16 ans ou le vote obligatoire que connaît Schaffhouse ? De toute évidence, la réflexion se poursuivra sur l'extension des droits démocratiques aux personnes qui veulent prendre part aux processus mais ne le peuvent pas, comme les étrangers.

Les enjeux politiques méritent peut-être aussi d'être mieux expliqués. Le projet scientifique *Demoscan* analyse l'intégration citoyenne en vue d'une votation. Déjà mené à Sion et dans le canton de Genève, il essaime dans toute la Suisse. Le concept repose sur l'envoi, en sus de la brochure officielle, de recommandations émanant de citoyennes et citoyens ordinaires. Un panel est constitué de personnes tirées au sort et reflétant les diverses catégories de la population. Leur tâche est de porter un regard critique sur les arguments de chaque camp. Elles rédigent un bref rapport envoyé au corps électoral. Celles et ceux qui ont reçu ce document semblent s'être mieux forgé une opinion et être davantage disposés à voter.

Le Dialogue politique Chambres fédérales-cantons est une initiative commune des Bureaux du Conseil des États et de la CdC. Il offre aux membres des Chambres fédérales et des gouvernements cantonaux un cadre pour échanger sur des thèmes d'actualité sous l'angle du fédéralisme. En choisissant un dossier particulier, il est possible d'aborder les défis et les avantages de l'élaboration fédérale d'une politique en la matière. L'échange d'expériences et d'opinions doit contribuer à une compréhension commune des solutions possibles et à une répartition cohérente des tâches dans le domaine concerné. Le dialogue peut ainsi apporter une contribution concrète au développement de la Suisse dans des domaines importants.